



Conseil économique et social

Distr. générale
7 février 2001
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-cinquième session

6-16 mars 2001

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire*

Questions thématiques : la situation des femmes et toutes les formes de discrimination, en particulier le racisme, la discrimination raciale la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

Déclaration présentée par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1996.

La Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) a l'honneur d'appeler l'attention de la Commission de la condition de la femme sur le fond de plusieurs résolutions qu'elle a adoptées à sa vingt-troisième Assemblée générale (3-10 décembre 2000), qui s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris. À cette assemblée, la Fédération, constituée également à l'UNESCO à Paris en 1950, a célébré son cinquantième anniversaire.

La Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) est une organisation non gouvernementale internationale qui regroupe des associations dont les membres ont souffert de la guerre, luttant du même côté ou les uns contre les autres au combat, et qui souhaite contribuer à créer un monde plus pacifique, juste et libre, fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. La FMAC compte 166 associations membres réparties dans 84 pays.

* E/CN.6/2001/1.

Consciente que la guerre et les conflits armés n'ont pas forcément les mêmes conséquences pour les femmes et pour les hommes, la FMAC a créé en 1984 une Commission permanente des femmes, chargée d'étudier la situation des femmes dans les conflits armés. La Commission a joué un rôle important dans l'élaboration du Programme d'action de Beijing dans les domaines critiques qui relèvent de sa compétence, et continue de prendre une part active aux délibérations des organismes des Nations Unies qui s'occupent de ces domaines.

La FMAC salue le fait que la Commission de la condition de la femme ait axé sa quarante-cinquième session sur les questions relatives à « La situation des femmes et toutes les formes de discrimination, en particulier le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ». Un tel choix était perspicace à l'approche de la « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » qui aura lieu cette année en Afrique du Sud. À sa vingt-troisième Assemblée générale, la FMAC a offert son soutien sans réserve à la prochaine Conférence mondiale sur le racisme et a recommandé à toutes ses associations :

a) De travailler avec d'autres ONG pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité urgente de se consacrer en priorité aux mesures pratiques visant à éradiquer les fléaux exposés dans le thème de la conférence;

b) De demander instamment à leurs gouvernements d'adopter des attitudes propices à la réalisation des principaux objectifs de la Conférence.

La FMAC appuie pleinement la recommandation faite par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale à sa cinquante-sixième session, lequel a observé que la discrimination raciale a souvent des conséquences différentes pour les femmes et pour les hommes et touche dans certaines circonstances uniquement ou principalement les femmes. Lorsqu'on s'est fixé pour objectif d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes, il est donc essentiel de prêter attention aux facteurs raciaux qui ont par ailleurs fréquemment pour effet de pénaliser les femmes.

En outre, la FMAC est favorable à la recommandation énoncée dans l'aide-mémoire de la réunion du groupe d'experts sur les femmes et la discrimination raciale de la Commission de la condition de la femme, tenue à Zagreb (Croatie) en novembre 2000, et dans laquelle les experts demandent instamment à la Conférence mondiale sur le racisme d'intégrer dans ses activités et ses décisions une démarche soucieuse d'équité entre les sexes. La Conférence représente un enjeu capital pour les femmes du monde entier, notamment les femmes dans les conflits armés.

L'administration de la justice, aux niveaux national et international, est un autre domaine dans lequel il y a lieu d'intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes. La FMAC a préconisé pendant de nombreuses années la mise en place d'une cour pénale internationale permanente chargée de rendre justice aux victimes et de refuser l'impunité aux auteurs d'actes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. En 1998, lorsque le Statut de Rome instituant cette cour a été rédigé, la FMAC a demandé instamment à ses membres d'y apporter leur appui. Lors de sa dernière Assemblée générale, la FMAC a une fois de plus rappelé la nécessité de se prononcer en faveur du Statut et a engagé les États à le ratifier. La FMAC a également appelé l'attention de ses membres sur les questions de parité entre les sexes qui détermineront la capacité de la Cour à constituer une instance ef-

ficace pour régler les problèmes des femmes. La deuxième partie de la résolution de la FMAC qui traite de cette question est citée ci-après :

Cour pénale internationale

... Observant qu'à l'occasion de multiples conflits internes ou internationaux, des infractions graves au droit international humanitaire de plus en plus nombreuses sont perpétrées dans le monde, en totale violation des Conventions de Genève du 12 août 1949 auxquelles sont parties certains États responsables de ces crimes et que, dès lors, il est urgent que la Cour pénale internationale puisse mettre fin à l'impunité des responsables du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et du crime d'agression;

Demande instamment aux associations membres de défendre vigoureusement la justice sans discrimination entre sexes, afin que les crimes sexuels contre des femmes soient poursuivis avec la même détermination que les autres crimes et qu'aucune exemption de peine ne soit accordée pour des motifs religieux ou culturels;

Demande instamment aux associations membres de lancer un appel à leur gouvernement pour qu'ils signent et ratifient le Statut de Rome le plus tôt possible, et sans réserve;

Demande également instamment aux associations membres d'user de leur influence pour dissuader leur gouvernement de rédiger toute autre disposition qui aurait pour effet d'affaiblir l'autorité de la Cour pénale internationale et de réduire sa juridiction en matière de crimes fondés sur le sexe et pour tous les autres crimes commis par le personnel militaire, politique ou le personnel des opérations de maintien de la paix.

L'une des résolutions adoptées à la même Assemblée générale de la FMAC traite de la situation des femmes dans les conflits armés.

Les femmes dans les conflits armés

... 3. Observe que la réunion de la Conférence Beijing+5, qui s'est tenue en l'an 2000, met spécialement l'accent sur les problèmes des femmes et des conflits armés, et appelle tout particulièrement l'attention sur les mesures prises par l'ONU pour mettre fin à l'impunité des crimes contre des femmes pendant les conflits, à savoir la création des tribunaux internationaux pour le Rwanda et la Yougoslavie et l'adoption du Statut de Rome pour l'établissement d'une cour pénale internationale;

4. Se félicite de la réaffirmation, dans le document final de Beijing+5, de la nécessité d'un partenariat hommes/femmes pour atteindre l'objectif de l'égalité entre les sexes;

5. Exprime sa satisfaction que l'ONU continue à accorder une importance particulière à la question des femmes dans les conflits armés et lui demande instamment de continuer à le faire;

6. Lance un appel aux associations membres à encourager leurs gouvernements respectifs pour signer et ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

7. Demande instamment aux associations membres de soutenir activement les travaux et la campagne menés par la Commission permanente des femmes pour attirer l'attention sur cette situation et pour l'amélioration du bien-être des femmes et des enfants dans les conflits armés.

La FMAC a été l'une des premières organisations internationales à défendre la cause des « femmes de réconfort », des femmes, asiatiques pour la plupart, qui avaient été capturées par l'armée japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale pour servir d'esclaves sexuelles et dont la vie a été détruite par cette expérience. Plusieurs procès étant en instance au Japon, la FMAC a lancé un nouvel appel aux associations membres pour qu'elles demandent instamment à leur gouvernement d'appuyer la demande présentée par les organismes des Nations Unies pour que les femmes de réconfort soient indemnisées et que des excuses officielles leur soient faites pour les événements survenus durant la Seconde Guerre mondiale...

Une autre résolution adoptée par la vingt-troisième Assemblée générale défend fermement les droits des femmes qui subissent les conséquences de la guerre :

Assistance aux victimes de la violence

... 1. Considérant que les victimes de la violence, en particulier les femmes, souffrent dans une large mesure des conséquences de cette violence et de discrimination, même après que les conflits ont cessé;

2. Rappelant que l'aide appropriée dont ces femmes ont besoin ne fait pas l'objet de l'attention nécessaire de l'opinion publique;

3. Considère qu'il est indispensable de prévoir et d'offrir à ces catégories de personnes l'aide matérielle et psychosociale nécessaires, dont une prise en charge médicale complète.

D'autres résolutions traitent des besoins des femmes, qui représentent la majorité des victimes civiles de la guerre. Une résolution plaide en faveur d'une plus grande aide au retour des réfugiés dans leurs pays d'origine :

Aide au retour des réfugiés dans leurs pays d'origine

... 1. Notant qu'un grand nombre d'États ont accueilli des réfugiés en provenance d'États en conflit et que ces réfugiés veulent aujourd'hui rentrer dans leurs pays;

2. Rappelant que les mesures de protection et de sécurité nécessaires doivent impérativement être garanties, notamment en ce qui concerne le déminage;

3. Considère qu'il est important que les réfugiés rapatriés reçoivent la protection ainsi que l'aide dont ils ont besoin pour reconstruire leurs vies dans les régions détruites;

4. Espère que les États dispensateurs d'aide coordonneront cette aide de telle façon que les personnes handicapées bénéficient d'une attention spéciale et puissent accéder à l'infrastructure.

Les préoccupations que suscite la situation, après les conflits, des femmes civiles victimes de la guerre ont été exprimées dans une autre résolution dans laquelle la Fédération a demandé d'attribuer aux veuves et personnes à charge des anciens

combattants et des invalides de guerre des indemnités décentes, dans la mesure où les indemnités et allocations versées aux veuves et personnes à charge des anciens combattants et des invalides de guerre sont insuffisantes et ne permettent pas de répondre à leurs besoins. En outre, dans cette résolution, la FMAC demande instamment aux gouvernements concernés d'instituer les mesures législatives voulues pour garantir le paiement d'indemnités et d'allocations et harmoniser les dispositions juridiques de manière à éviter les inégalités.

L'éducation pour la paix est un autre sujet inscrit à l'ordre du jour de la FMAC. La Commission permanente des femmes de la FMAC s'est particulièrement intéressée à cette question au long des années. La FMAC a rendu hommage à cette initiative majeure de l'UNESCO dans la résolution citée ci-après :

Éducation pour la paix

... 1. Constatant que, depuis plusieurs années, l'UNESCO appuie résolument l'initiative en faveur d'une culture de la paix appelée à remplacer la culture de la guerre qui a dominé l'histoire de l'humanité depuis ses origines, et félicitant l'UNESCO et l'ONU pour avoir reconnu l'importance de cette initiative en déclarant l'année 2000 « Année de la culture de la paix »;

2. Tenant compte de l'engagement des associations d'anciens combattants et victimes de guerre dans les domaines de l'éducation pour la paix et de l'initiation à la vie démocratique et sociale;

3. Considérant que trop de conflits, de tensions internes et de troubles intérieurs persistent dans le monde en cette fin de XXe siècle, trouvant leur prétexte avoué dans des nationalismes exacerbés, le racisme, les exclusions ethniques ou religieuses, fait sienne la conception de l'UNESCO, à savoir que « puisque les guerres naissent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »;

4. Invite les associations membres à informer les jeunes et à les impliquer dans une ou plusieurs des initiatives de culture de la paix de l'UNESCO afin qu'ils comprennent mieux les valeurs de paix défendues au prix de grands sacrifices par la génération de la Seconde Guerre mondiale, et qu'ils soient motivés pour rejeter toutes les haines raciales, ethniques et religieuses; afin également de les convaincre d'exprimer leur solidarité avec tous les peuples opprimés.

Les positions de la FMAC s'inspirent de son credo énoncé pour la première fois par Ralph Bunche : « Nulle voix n'est plus qualifiée pour s'élever en faveur de la paix que celle des hommes qui ont combattu dans les guerres. »